

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

**ALLOCUTION DE S.E. L'AMBASSADEUR JEAN-BAPTISTE NATAMA,
DIRECTEUR DE CABINET DE LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION
DE L'UNION AFRICAINE AU SYMPOSIUM SUR L'INVESTISSEMENT**

18 NOVEMBRE 2013

KUWAIT CITY (ETAT DU KOWEÏT)

Excellence,

Excellences les membres du Gouvernement de l'Etat du Koweït,

Messieurs et mesdames les représentants des organisations régionales et internationales,

Messieurs et mesdames les membres du secteur privé,

Honorables invités, mesdames et messieurs,

Tout d'abord, permettez-moi d'exprimer toute ma gratitude à tous pour avoir trouvé le temps, malgré vos emplois du temps très chargés, pour participer à cet important symposium qui se tient à Kuwait City, cette belle capitale de l'Etat du Koweït où je vous souhaite la bienvenue. Je voudrais également remercier le Gouvernement et le peuple de ce beau pays accueillant qu'est le Koweït d'accueillir ce Symposium et de mettre à notre disposition toutes ces excellentes facilités. Je voudrais en outre joindre ma voix aux vôtres pour dire toute notre gratitude à Direct Aid, à la Chambre koweïtienne du commerce et de l'industrie pour avoir accepté d'organiser conjointement le présent symposium avec la Commission de l'Union africaine.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et messieurs,

Avec la troisième plus forte population du globe (15% de la population mondiale), l'Afrique est non seulement un vivier de ressources humaines prêtes à s'engager activement dans l'économie continentale et globale, mais aussi un vaste marché potentiel tant pour les opérateurs économiques que pour les investisseurs du monde entier. D'après le Rapport McKinsey & Co, de 40% aujourd'hui, environ la moitié de la population de l'Afrique (1 milliard d'habitants) vivront dans les villes d'ici 2030, et les 18 plus métropoles du continent auront un pouvoir d'achat combiné de 1 milliard 300 million de dollars américains.

Le continent africain regorge de ressources naturelles et minérales. Par exemple, l'Afrique dispose de 10 pourcent des réserves de pétrole brut du monde, de 75 pourcent du cobalt, 47 pourcent du diamant, 80 pourcent du platine, 40 pourcent du chrome, 38 pourcent de l'uranium, 32 pourcent de l'or et de 28 pourcent du manganèse. Par ailleurs, le continent est riche d'une flore et d'une faune abondantes, ce qui le rend hautement approprié pour la promotion et le développement de l'écotourisme. De ce fait, les opportunités d'investissement sont immenses dans les secteurs minier et du tourisme. L'Afrique est également un continent essentiellement agricole et en tant que

tel, elle offre des opportunités pour la transformation et la commercialisation et la transformation des produits agricoles.

Excellences,

Honorables invités, mesdames et messieurs,

Le Rapport McKinsey & C° indique par ailleurs que le taux de rendement de l'investissement étranger est plus élevé en Afrique que dans toute autre région en développement. Ce qui veut dire que l'Afrique offre d'excellentes opportunités d'investissement tant local qu'étranger.

Des politiques macroéconomiques appropriées sont en cours d'élaboration pour que l'Afrique attire l'investissement et enregistre durablement de forts taux de croissance. Une bonne gouvernance économique est également appliquée pour s'assurer que les règles fondamentales macroéconomiques sont de rigueur en vue d'une bonne performance économique ;

Les marchés commerciaux et financiers, entre autres, ont été libéralisés dans plusieurs pays africains, la durée du processus d'obtention de permis et de licences d'affaires a été réduite, un certain nombre de sociétés d'Etat ont été privatisées en vue d'améliorer l'efficacité et la compétitivité, et un certain nombre de pays investissent davantage dans le développement des infrastructures. Les questions liées au contrôle de l'inflation, à l'adoption de régimes de taux de change appropriés, à la fixation de taux d'intérêt optimaux et la gestion d'autres variables économiques ont abouti à l'adoption de politiques fiscales et monétaires appropriées dans nombre de pays africains. Ces mesures ont contribué à l'amélioration de la compétitivité, à des taux de croissance économique élevés et à la création de plus d'emplois.

Ces réformes ont, entre autres, permis d'augmenter le volume de l'investissement. D'après le « Rapport sur l'investissement 2010 » de la CNUCED, l'investissement direct étranger en Afrique est passé de 9 milliards de dollars américains en 2000 à 88 milliards de dollars américains en 2010, entraînant une augmentation de l'investissement direct étranger (IDE) dans la région, soit 511 milliards de dollars américains. Par ailleurs, la valeur totale des fusions et acquisitions transfrontalières des ventes en Afrique a atteint son plus haut niveau, à savoir 21 milliards de dollars américains en 2010 contre 8 milliards en 2007.

Pour continuer d'obtenir ces résultats impressionnants, nous devons combler les lacunes dans le domaine des infrastructures, ce qui pourrait augmenter les opportunités d'investissement du secteur privé et des partenariats public-privé. Le secteur privé est essentiel pour la mobilisation de ressources financières, pour le développement durable

des infrastructures surtout pour promouvoir une croissance plus inclusive pouvant se traduire en réduction effective de la pauvreté.

Excellences,

Honorables invités, mesdames et messieurs,

Le Forum économique Afrique-Monde arabe qui venait de se tenir les 11 et 12 novembre 2013 à Kuwait City, a souligné la nécessité pour les pays africains et arabes de renforcer leur coopération dans différents domaines (coopération dans les domaines du développement, de la sécurité alimentaire, des investissements, des échanges commerciaux, et organisations non gouvernementales) afin de faire avancer dans toutes ses dimensions le nouveau type de partenariat stratégique Afrique-Monde arabe. A cet égard, je voudrais proposer ce qui suit:

Premièrement, le renforcement de la coordination stratégique pour défendre les intérêts communs. Les deux régions devraient entretenir des interactions au haut niveau, tenir un dialogue et des consultations politiques plus fréquents et établir une coordination et une coopération sur les questions importantes d'intérêt commun, afin de mieux faire valoir la voix et la représentation des pays en développement dans les forums internationaux et ainsi, bâtir conjointement un ordre international politique et économique plus juste et plus raisonnable.

Deuxièmement, le renforcement de la coopération économique et commerciale en vue de réaliser un deal mutuellement avantageux et gagnant-gagnant. La complémentarité économique existant entre l'Afrique et les régions arabes nous offre de larges perspectives d'une coopération mutuellement avantageuse. Nous ne devons ménager aucun effort pour accroître le flux des investissements, et renverser rapidement la tendance quant au ralentissement conjoncturel des investissements qui a prévalu récemment. Les pays arabes et africains doivent encourager davantage d'entreprises des deux régions à investir en Afrique, leur demander d'assumer plus de responsabilités sociales et de vivre en bonne intelligence avec les populations locales. Nous devons associer la coopération économique, l'investissement, le commerce au transfert de technologie, et prendre les actions nécessaires pour former le personnel technique et de direction pour des bénéficiaires cibles ;

Excellences,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs

Jusqu'à l'avènement de la crise économique et financière mondiale, l'Afrique avait connu une croissance relativement impressionnante, enregistrant un taux de croissance annuel d'environ 6 pour cent.

Cela n'avait rien de surprenant en raison des efforts qui avaient été déployés dans le continent pour parvenir à un développement socio-économique rapide. Une série de réformes avaient été entreprises, entre autres choses, pour améliorer les méthodes de gestion, renforcer les institutions et créer un climat d'investissement favorable. Les économies africaines ont, de manière générale, résisté à la crise, en dépit des effets négatifs de la baisse de la demande de produits et du déclin des transferts de fonds, pour ne citer que ces deux facteurs.

Prenant conscience du rôle déterminant du secteur privé, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine ont décidé, lors de leur Sommet tenu en 2005 à Abuja (Nigeria), d'institutionnaliser le Forum du secteur privé de l'Union africaine en tant qu'évènement annuel devant servir d'interface entre les décideurs de l'Union africaine et les acteurs du secteur privé. Depuis l'adoption de cette décision, cinq forums ont été organisés dans différents Etats membres de l'Union africaine et ont fait d'importantes recommandations en faveur du développement du secteur privé en Afrique, en vue de leur examen par les Etats membres, le secteur privé et les autres parties prenantes.

Conformément à ces recommandations, les organes délibérants de l'UA ont adopté un certain nombre d'instruments tels que la Stratégie et le Plan d'action de l'Union africaine pour le développement du secteur privé, le cadre d'orientation et le Plan d'action de l'Union africaine sur la micro-finance, le programme minimum d'intégration, l'Initiative africaine pour le développement des industries agricoles et agro-alimentaires (3ADI), le programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP).

Excellences,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

Nous savons bien aujourd'hui que le développement de l'entreprise, le commerce et l'investissement jouent un rôle important dans la création des valeurs et constituent des éléments essentiels pour la réalisation des objectifs en matière de croissance économique, d'emploi et de lutte contre la pauvreté dans les pays africains.

Les petites et moyennes entreprises plus particulièrement, constituent les moteurs du développement économique qui passe par la promotion du secteur privé en Afrique et dans le monde arabe. Les petites et moyennes entreprises contribuent à la dynamisation des exportations et au transfert des technologies, à la création d'emploi ainsi qu'au renforcement du commerce régional et de l'entrepreneuriat.

Il importe donc, de persévérer dans nos efforts visant à assurer le financement des projets de petite et moyenne importance par le biais de mécanismes de soutien des banques de développement et des fonds sociaux nationaux des régions arabe et africaine, compte tenu du rôle que jouent ces institutions dans la réduction du chômage et la création de nouvelles opportunités d'affaires dans le domaine du secteur privé.

Je me dois de vous faire savoir qu'au niveau de la Commission de l'Union africaine, nous envisageons d'élaborer un partenariat stratégique entre le secteur privé africain et celui des autres régions notamment du monde arabe.

Excellences,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

La Commission de l'Union africaine attache une grande importance au renforcement de la coopération stratégique Afrique-Monde arabe dans tous les domaines d'intérêt commun. Pour cela, nous devons redoubler d'efforts en vue de réaliser, avant notre prochain symposium, les objectifs qui restent à atteindre.

Les expériences réussies en matière de développement au cours des récentes décennies ont toujours démontré que la bonne gouvernance, un environnement économique sain et des infrastructures physiques et sociales opérationnelles sont des ingrédients indispensables à la promotion d'une croissance mue par le secteur privé.

Nous vous saluons vous et tous ceux qui souhaitent apporter leur appui aux priorités de développement de l'Afrique tel que le développement des infrastructures,

les politiques visant la transformation et la valorisation des matières premières, l'intégration régionale, le renforcement des capacités et la mise en valeur des ressources humaines.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez moi de saisir cette occasion pour inviter tous les hommes et toutes les femmes d'affaires des pays arabes et africains à soutenir la création d'un cadre permettant un engagement concret des acteurs du monde des affaires africains et arabes. Je vous invite tous à soutenir ces efforts en modernisant les systèmes d'approvisionnement industriels orientés vers les exportations et en répondant de manière positive à la demande mondiale en produits alimentaires et autres produits agricoles, demande qui ne cesse de croître en raison de l'urbanisation, de la croissance démographique et de l'expansion des classes moyennes en Afrique ainsi que dans le monde arabe.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.